

empruntent de l'argent à 10, 12 et jusqu'à 24 p. 100. La population vit avec de l'argent emprunté et s'endette tous les jours.

Les financiers qui exigent 10 p. 100, 12 p. 100, 24 p. 100 s'enrichissent tous les jours, afin de disposer de plus d'argent pour le prêter à la population et lui permettre de s'endetter davantage, bref, en vue de la dépossession de tout ce qu'elle fait de progrès chaque jour. Au fait, ce progrès, sous forme d'économies, s'en va dans les goussets ou dans les comptes de banque de ceux qui contrôlent le crédit, parce que ces gens-là ont le pouvoir de monnayer tous les développements du pays. Au fur et à mesure que les développements se font, ils les monnaient, les inscrivent à leur nom, et débitent le compte des individus.

Examinons les rapports des grands financiers. Ils font des profits de l'ordre d'un milliard et demi ou d'un milliard et quart, qu'ils vont chercher dans les poches du peuple, dans le travail, dans les économies du peuple, dans les biens du peuple. Ils prennent tout cela et le mettent à leur crédit. Le gouvernement n'a rien à dire à ce sujet. Le gouvernement est complice. La seule chose que le gouvernement fait, c'est d'accentuer sa complicité dans cette barbarie épouvantable qui contribue à égorger le peuple, qui ne permet plus au peuple de vivre.

Je le disais tout à l'heure: On prétend que des citoyens ont deux ou trois automobiles à leur porte, mais toutes ces automobiles sont financées à 10, à 15 p. 100 et même jusqu'à 24 p. 100 d'intérêt. Le gouvernement n'a rien à dire là-dessus. On parle d'inflation, alors que le peuple est dans la déflation. Je ne sais pas si l'honorable ministre des Finances a compris le terme «inflation».

Le coût de la vie augmente, alors qu'il devrait baisser, comme cela se produirait si nous avions un gouvernement qui sait équilibrer l'économie du pays. Le gouvernement est un des premiers à faire monter le coût de la vie, en imposant des taxes et des impôts de toutes sortes. Voilà ce que fait le gouvernement alors qu'il devrait faire baisser le coût de la vie en réduisant, par exemple, le taux d'intérêt. On parle de fixer les prix, de fixer ceci ou cela, mais on ne parle pas de plafonner le taux d'intérêt. On le fait monter et l'on veut fixer les prix, sous prétexte que la population, les industries ou les commerçants exploitent la population.

Les commerçants n'exploitent pas la population outre mesure. Il y a des exceptions, mais en général, la population n'est pas exploitée par les industriels, mais par la finance, par les gouvernements à tous les paliers.

Au fait, on permet aux gouvernements provinciaux d'emprunter de l'argent à un taux

d'intérêt de 9 ou 10 p. 100, et le gouvernement fédéral ne veut pas intervenir. Il laisse les gouvernements provinciaux et municipaux emprunter de l'argent sur les marchés étrangers, et il leur donne notre patrimoine. Tout s'en va aux mains des étrangers, parce qu'on ne veut pas prendre ses responsabilités, qui, après tout, ne sont pas si terribles.

Il est possible au gouvernement fédéral de permettre aux gouvernements provinciaux d'emprunter de l'argent au coût d'administration, au lieu de payer 10 p. 100 d'intérêt, ce qui fait que les gouvernements provinciaux sont endettés et «surendettés». Ils ont surtaxé la population et cela dépasse des bornes logiques, normales et sociales.

Tout est saboté à cause du système actuel. Il s'agit d'un sabotage à la grandeur du Canada. L'économie est déséquilibrée, et plus nous appliquons les vieilles solutions, plus nous déséquilibrons notre système, plus notre système s'en va à la ruine. Et si nous ruinons la population, les gouvernements seront également ruinés.

On dit: On imposera des taxes et les citoyens emprunteront de l'argent à n'importe quel taux d'intérêt pour payer les taxes. Cela n'importe pas. Comme le disait l'honorable député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis), tout à l'heure, «l'argent ne pousse pas sur les arbres», mais il ne pousse pas non plus dans les poches des contribuables. Les contribuables sont obligés de l'emprunter pour l'obtenir, et quand les contribuables l'empruntent, ils contractent des dettes qui deviennent impayables, et c'est sur ces emprunts-là que le gouvernement impose des impôts et des taxes. On taxe les dettes et les emprunts et pas autre chose.

Le gouvernement pourrait trouver d'autres sources de revenus pour se financer et permettre à l'économie de fonctionner. Plus on applique le système, plus on sera obligé d'imposer des taxes, parce que plus nous progressons, plus nous accusons de déficits, fédéraux et provinciaux.

On veut essayer d'équilibrer les budgets fédéraux et provinciaux en déséquilibrant le budget des particuliers. Est-ce là une solution, monsieur le ministre des Finances? Dites-nous le? Est-ce que vos projets de loi ou votre budget renferment des solutions? Est-ce qu'il existe des propositions raisonnables, rentables? Non, il n'y en a pas du tout. Ce sont des propositions, qui continueront à déséquilibrer l'économie et à accroître la pauvreté dans le peuple, qui est déjà plus que pauvre, dépossédé, endetté par dessus la tête, et qui paie trois fois plus qu'il ne peut payer.

On ne peut même plus payer l'intérêt de nos dettes. Le gouvernement fédéral ne peut même plus payer l'intérêt de sa dette. Les particuliers ne sont pas capables de payer